

---

Quatrième session, trentième Législature

---

---

Fourth Session, Thirtieth Legislature

---

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

**Projet de loi n° 32**

**Bill No. 32**

Loi approuvant la Convention de la  
Baie James et du Nord québécois

An Act approving the Agreement con-  
cerning James Bay and Northern Québec

---

Première lecture

---

---

First reading

---

M. COURNOYER

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC  
CHARLES-HENRI DUBÉ  
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1976

#### NOTE EXPLICATIVE

*Ce projet a pour objet d'approuver la Convention intervenue entre le Grand Council of the Crees (of Québec), la Northern Québec Inuit Association, le gouvernement du Canada, la Société d'énergie de la Baie James, la Société de développement de la Baie James, la Commission hydroélectrique de Québec et le gouvernement du Québec, en date du 11 novembre 1975, ainsi que la Convention modificative en date du 12 décembre 1975.*

#### EXPLANATORY NOTE

*The object of this bill is to approve the Agreement reached between the Grand Council of the Crees (of Québec), the Northern Québec Inuit Association, the Government of Canada, the James Bay Energy Corporation, the Québec Hydro-electric Commission and the Government of Québec, dated 11 November 1975, and the Amending Agreement dated 12 December 1975.*

## Projet de loi n° 32

Loi approuvant la Convention de la  
Baie James et du Nord québécois

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

### SECTION I

#### INTERPRÉTATION

**1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par l'expression « Convention » la Convention intervenue entre le Grand Council of the Crees (of Québec), la Northern Québec Inuit Association, le gouvernement du Canada, la Société d'énergie de la Baie James, la Société de développement de la Baie James, la Commission hydroélectrique de Québec et le gouvernement du Québec, en date du 11 novembre 1975, ainsi que la Convention modificative en date du 12 décembre 1975, déposées sur le bureau du secrétaire de l'Assemblée nationale, le 9 juin 1976, à titre de documents de la session portant les numéros 101 et 102.

### SECTION II

#### CONVENTION

**2. 1.** La Convention est approuvée, mise en vigueur et déclarée valide par la présente loi.

## Bill No. 32

An Act approving the Agreement concerning James Bay and Northern Québec

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

### DIVISION I

#### INTERPRETATION

**1.** In this act, unless the context indicates a different meaning, the expression "Agreement" means the Agreement reached between the Grand Council of the Crees (of Québec), the Northern Québec Inuit Association, the Government of Canada, the Société d'énergie de la Baie James (the James Bay Energy Corporation), the Société de développement de la Baie James (the James Bay Development Corporation), the Commission hydroélectrique de Québec (the Québec Hydroelectric Commission) and the Government of Québec, dated 11 November 1975, and the Amending Agreement dated 12 December 1975, tabled in the National Assembly, 9 June 1976, as Sessional Documents, Nos 101 and 102.

### DIVISION II

#### THE AGREEMENT

**2. 1.** The Agreement is hereby approved, given effect to and declared valid.

2. Les droits, privilèges et avantages accordés par la Convention à ses bénéficiaires leur sont reconnus; les mesures législatives et administratives prévues à la Convention seront adoptées conformément à ses termes.

3. Pour donner suite à la Convention, les terres de catégorie I prévues à ladite Convention sont mises de côté et seront octroyées conformément à la législation qui sera adoptée à cet effet.

4. Les sommes d'argent qui sont payables en vertu de la Convention le seront conformément aux crédits qui seront votés annuellement à cet effet par la Législature.

5. L'indemnité globale ainsi que toutes les sommes visées à l'article 25.3 de la Convention sont exemptes d'impôt suivant les modalités prévues audit article.

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter les règlements nécessaires à l'application de la Convention ou de l'une de ses dispositions. Il peut notamment, par règlement:

a) créer les organismes prévus à la Convention et requis pour sa mise en application;

b) déterminer leur composition, leurs fonctions, devoirs et pouvoirs, les modalités d'administration de leurs affaires, les règles de leur régie interne, leur financement et les modalités d'appel de leurs décisions;

c) déterminer le mode de nomination, les qualifications, les fonctions, devoirs et pouvoirs, la durée du mandat, les émoluments et le mode de destitution de leurs membres.

7. Tout ministre responsable de l'application d'une disposition de la Convention peut, conformément à la Loi du ministère des affaires intergouvernementales, conclure des ententes avec le gouvernement du Canada ou tout autre organisme en vue de faciliter la mise en application de ladite Convention.

### SECTION III

#### CONVENTIONS COMPLÉMENTAIRES

**3.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, approuver, met-

2. The beneficiaries of the Agreement are hereby acknowledged to have the rights, privileges and benefits granted to them by the said Agreement; the legislative and administrative measures provided for in the Agreement shall be adopted in accordance with its terms.

3. Pursuant to the Agreement, the Category I lands provided for in the said Agreement shall be set aside and shall be granted in accordance with the legislation to be adopted to that effect.

4. The amounts of money payable in virtue of the Agreement shall be paid out of the appropriations voted annually for that purpose by the Legislature.

5. The basic compensation as well as all the amounts referred to in article 25.3 of the Agreement are exempt from taxation, on the terms and conditions provided in the said article.

6. The Lieutenant-Governor in Council may make such regulations as are required for the application of the Agreement or any provision thereof. He may in particular, by regulation:

(a) create the agencies provided for in the Agreement necessary for the implementation thereof;

(b) determine their composition, functions, duties and powers, their methods of business management, their rules of internal management, their financing, and the procedure of appeal from their decisions;

(c) determine the mode of appointment, qualifications, functions, duties and powers, term of office, remuneration and mode of dismissal of their members.

7. Every Minister responsible for the implementation of any provision of the Agreement may, in accordance with the Intergovernmental Affairs Department Act, conclude agreements with the Government of Canada or any other body to further the implementation of the said Agreement.

### DIVISION III

#### COMPLEMENTARY AGREEMENTS

**3.** The Lieutenant-Governor in Council, by proclamation, may approve, give

tre en vigueur et déclarer valide toute Convention complémentaire, à laquelle le Québec est partie, destinée à modifier, annuler ou remplacer la Convention.

**4. 1.** La proclamation faite en vertu de l'article 3 doit être déposée devant l'Assemblée nationale, si elle est en session, dans les quinze jours de son adoption par le lieutenant-gouverneur en conseil. Si la proclamation est adoptée alors que l'Assemblée nationale n'est pas en session ou, si elle est en session, entre le moment où elle s'ajourne et la date fixée pour la reprise de ses travaux lorsque cette date est postérieure au vingtième jour suivant la date de l'ajournement, la proclamation doit être déposée devant elle, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou, suivant le cas, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.

**2.** La proclamation entre en vigueur le quinzième jour de séance suivant son dépôt suivant le paragraphe 1, à moins qu'avant le dixième jour de séance une motion tendant à l'annuler n'ait été présentée à l'Assemblée nationale.

**3.** Si la motion est adoptée dans les trois jours suivant la date de sa présentation, la proclamation est annulée.

**4.** Si la motion est rejetée, la proclamation entre immédiatement en vigueur.

**5.** La motion, qui doit être débattue d'urgence, doit l'être sans interruption pendant cinq heures au maximum; à l'issue du débat ou à l'expiration de la cinquième heure, le président de l'Assemblée nationale la soumet au vote des députés.

#### SECTION IV

##### MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

**5.** La Législature du Québec consent à ce que l'article 2 de la Loi de l'extension des frontières de Québec, (Lois du Canada, 1912, 2 George V, chapitre 45) soit abrogé et remplacé par ce qui suit:

« **2.** Les limites de la province de Québec sont, par la présente loi, agrandies de telle sorte que ses frontières comprennent, en outre du présent territoire de ladite

effect to and declare valid any complementary Agreement to which Québec is a party, designed to amend, rescind or replace the Agreement.

**4. 1.** The proclamation made in virtue of section 3 must be tabled in the National Assembly, if it is in session, within fifteen days of its adoption by the Lieutenant-Governor in Council. If the proclamation is adopted while the National Assembly is not in session, or, if it is in session, between the time of its adjournment and the time appointed for resumption of its sittings, if that is more than twenty days after the date of adjournment, the proclamation must be tabled in the Assembly within fifteen days after the opening of the next session, or the resumption of its sittings, as the case may be.

**2.** The proclamation shall come into force fifteen sitting days after being tabled as in subsection 1 unless a motion to annul it is presented in the National Assembly before the tenth day of sitting.

**3.** If the motion is passed within three days after its presentation, the proclamation is annulled.

**4.** If the motion is defeated, the proclamation comes into force immediately.

**5.** The motion must be given urgent consideration, which must proceed without interruption, for a maximum period of five hours; on the termination of the debate or the five hours, the president of the National Assembly shall put it to the vote of the members.

#### DIVISION IV

##### CORRELATIVE AMENDMENT

**5.** The Legislature of Québec consents to the repeal of section 2 of the Act to extend the Boundaries of the Province of Québec (Statutes of Canada, 1912, 2 George V, chapter 45), and its replacement by the following:

“**2.** The limits of the province of Québec are hereby increased so that the boundaries thereof shall include, in addition to the present territory of the said prov-

province, le territoire borné et décrit ainsi qu'il suit: commençant au point, à l'embouchure de la rivière East-Main, où cette rivière se jette dans la baie James, ledit point étant l'extrémité occidentale de la frontière nord de la province de Québec suivant qu'elle est établie par le chapitre 3 des statuts de 1898, intitulé: *Acte concernant la délimitation des frontières nord-ouest, nord et nord-est de la province de Québec*; de là, vers le nord et l'est, le long des rives de la baie d'Hudson et du détroit d'Hudson; de là, vers le sud, l'est et le nord, en suivant la rive de la baie Ungava et la rive dudit détroit; de là, vers l'est, en suivant la rive dudit détroit jusqu'à la frontière du territoire relevant de la juridiction légale de l'île de Terre-Neuve; de là, vers le sud-est, en suivant la frontière ouest dudit territoire mentionné en dernier lieu jusqu'au milieu de la baie du Rigolet ou Hamilton Inlet; de là, vers l'ouest, en suivant la frontière nord de la province de Québec, telle qu'elle est établie par ladite loi, jusqu'au point de départ; et toutes les terres comprises dans ladite description seront, à partir et à la suite de la promulgation de la présente loi, ajoutées à la province de Québec et, à partir et à la suite de ladite promulgation, seront et formeront partie de ladite province de Québec. »

#### SECTION V

##### DISPOSITIONS FINANCIÈRES

[[6. Les deniers requis aux fins du paragraphe 6 de l'article 2 peuvent être pris, pour l'exercice financier en cours et pour l'exercice financier suivant, à même le fonds consolidé du revenu et, pour les exercices subséquents, à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.]]

#### SECTION VI

##### DISPOSITIONS FINALES

7. En cas de conflit ou d'incompatibilité, la présente loi l'emporte sur toute autre loi qui s'applique au territoire décrit dans la Convention, dans la mesure nécessaire pour résoudre le conflit ou l'incompatibilité.

ince, the territory bounded and described as follows: Commencing at the point at the mouth of East Main river where it empties into James bay, the said point being the western termination of the northern boundary of the province of Québec as established by chapter 3 of the statutes of 1898 intitled *An Act respecting the north-western, northern and north-eastern boundaries of the province of Québec*; thence northerly and easterly along the shores of Hudson bay and Hudson strait; thence southerly, easterly and northerly along the shore of Ungava bay and the shore of the said strait; thence easterly along the shore of the said strait to the boundary of the territory over which the island of Newfoundland has lawful jurisdiction; thence southeasterly along the westerly boundary of the said last mentioned territory to the middle of Bay du Rigolet or Hamilton Inlet; thence westerly along the northern boundary of the province of Québec as established by the said Act to the place of commencement; and all the land embraced by the said description shall, from and after the commencement of this Act, be added to the province of Québec, and shall, from and after the said commencement, form and be part of the said province of Québec."

#### DIVISION V

##### FINANCIAL PROVISIONS

[[6. The moneys required for the purposes of subsection 6 of section 2 may be taken, for the current fiscal year and for the following fiscal year, out of the consolidated revenue fund and, for the subsequent fiscal years, out of the moneys granted annually for that purpose by the Legislature.]]

#### DIVISION VI

##### FINAL PROVISIONS

7. In case of conflict or inconsistency, this act shall prevail over any other act applicable to the territory described in the Agreement to the extent necessary to resolve the conflict or inconsistency.

**8.** La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toute date ultérieure qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

**8.** This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, except the provisions excluded by such proclamation, which shall come into force on any later date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.